Déclaration préalable SUD PTT à la CDSP information/étape sur le programme OTT du 26 avril 2019.

OTT : Cuisine à l'unilatérale !

OTT n'est pas une négociation mais bien l'imposition d'une stratégie de La Banque Postale. Dès le départ, en 2015, l'inscription du volet horaire dans AMB3 avait soulevé le désaveu des organisations syndicales...

OTT serait justifiée par les évolutions des besoins clients... Mais nous n'avons aucun élément factuel démontrant ces besoins clients. Rien sur les flux des différents canaux, rien sur l'activité des différents centres, rien sur l'évolution des flux... Sur ce dernier point, nous constatons pourtant de visu, des évolutions importantes à la baisse qui justifieraient une remise en question d'OTT...

SUD demande la transmission aux organisations syndicales de tous les éléments d'évolution des différents flux au niveau national et par Centre.

Vous rappelez dans votre préambule que les horaires n'ont pas évolué dans les centres financiers depuis 2000. Vous omettez d'indiquer que d'importantes réorganisations/désorganisations se sont produites de votre fait, depuis cette date. PSC et Excello sont des projets majeurs qui ont eu d'énormes impacts sur l'organisation du travail dans les Centres Financiers. De part, en premier lieu, les milliers d'emplois supprimés qui désormais font défaut pour écouler les flux... Ces projets occasionnent aussi la casse des Services Financiers par la séparation/mutualisation des activités... Pour SUD, il n'est pas possible de passer sous silence ces transformations majeures. D'ailleurs nous rappelons qu'en matière de satisfaction clients Excello, a généré beaucoup plus de dégât qu'une soit disant, inadéquation des horaires de travail... Une ouverture pour 5 clôtures de compte n'est pas le fruit d'horaires inadaptés...

Pour SUD, le personnel ne doit pas subir les conséquences des erreurs stratégiques de LBP...

Sur le déroulé d'OTT, vous rappelez le dialogue social local, Mais quel dialogue local ? Tout est cadré, encadré nationalement... Tout est remonté à la DO pour validation. Pour SUD, ce ne sont pas de véritables négociations. Dans tous les centres, nous avons d'ailleurs constaté que les scénarios apparaissaient tout ficelés... Des « kits de déploiement » étaient même mis à disposition des opérationnels pour suivre la méthode nationale.

Venons-en à l'incontournable respect de l'équilibre vie professionnelle/vie privée, Du moins incontournable dans les textes, car pour la mise en application, le volet vie privée s'efface inexorablement face aux impératifs exigés par LBP... Les problématiques de transport, familiales, de vie sociale sont dissoutes derrière les contraintes et les principes d'une pseudo équité, qui en fait ne sont que les exigences de présence sur les créneaux horaires décidés unilatéralement. D'ailleurs, ces contraintes sont-elles vraiment nécessaires ? Les permanences du soir ou du samedi ne devraient couvrir que les besoins urgents. Cela va bien au-delà des nécessités. L'alignement sur les Bureaux de Poste, qui semble être le véritable leitmotiv d'OTT, nous fait même craindre une ouverture le samedi après-midi.

Pour SUD, moins de permanences et moins de samedi, c'est évidemment possible, et nécessaire pour justement concilier vraiment la vie privée et la vie professionnelle.

Sud dénonce également, l'affirmation souvent entendue que rien ne change pour les temps partiels alors que dans les centres, les personnels découvrent des modifications importantes sur les conditions des temps partiels (alignement sur l'année civile, re-calcul suite aux 25 CA, menaces de licenciement pour les salariés qui ne signeraient pas des avenants, non compensation des jours fériés...). La très grande majorité des temps partiels sont choisis par des femmes pour bien entendu des raisons, essentiellement de vie familiales. Entre l'affirmation de non remise en cause et la réalité constatée, il y a une discrimination patente... Pour SUD, le temps partiel est essentiel dans l'équilibre vie privée/vie familiale et dans le cadre de l'égalité Femmes/Hommes, il se doit d'être préservé sans distinction et au mieux des intérêts de celles et ceux qui en font le choix...

Pour SUD, nous redoutons que les chamboulements d'OTT, ne soient pas sans conséquences sur le quotidien dans les services concernant l'organisation du travail. Si cela devait être le cas, le découvrir après coup sera une grave entrave au fonctionnement du dialogue social et une mise à mal de la

confiance du personnel, déjà bien entamée avec OTT !!!